

L'Europe répond avec plus d'Europe à la crise de la dette souveraine

Jordi Bertran-IEMed

Tandis qu'elle regarde du coin de l'œil le *Printemps arabe* et qu'elle lance des promesses sur la réorientation de l'aide et l'appui à ses voisins méditerranéens, l'Union européenne (UE) concentre une grande partie de ses efforts à sauver l'une des plus grandes réussites et l'un des piliers fondamentaux de l'Union, l'euro, dans l'espoir de poser les bases pour récupérer la stabilité et la croissance économiques. Pour l'instant, malgré les hésitations et la lenteur qui lui sont propres, l'UE semble avoir compris l'exceptionnalité des temps qui courent et elle réagit unie.

En juillet dernier, l'UE a vécu l'un des épisodes les plus critiques de son histoire récente. Avec les marchés à l'affût de pays comme l'Espagne et l'Italie, la catastrophe était imminente et elle pouvait impliquer la sortie

de l'eurozone de la Grèce et une forte secousse économique dans le continent avec des répercussions tellement imprévisibles que certains analystes la comparaient au bouleversement provoqué par la chute de Lehman Brothers aux États-Unis. Les conditions nécessaires pour gérer la crise de la dette souveraine étaient bien connues depuis des mois mais elles se sont heurtées à des priorités politiques, légales et même émotionnelles des membres du club. Au bord du précipice, les leaders européens et en particulier le couple franco-allemand, ont su être à la hauteur des circonstances, ils ont limé leurs dissensions et parié à nouveau sur l'Europe. Finalement, lors d'un sommet in extremis le 21 juillet, ils ont non seulement approuvé un nouveau plan de sauvetage pour la Grèce (109 milliards d'euros publics et – une nouveauté – 50 milliards

provenant de fonds du secteur privé), mais aussi un « plan Marshall » pour le pays. Ils ont aussi adopté une série de mesures pour adoucir les conditions des sauvetages octroyés à d'autres pays, ainsi que des outils qui laissent percevoir une meilleure gouvernance économique de l'eurozone. Le président français, Nicolas Sarkozy, en parlant du fonds de sauvetage européen (Facilité européenne de stabilité financière) dont les compétences ont été élargies dans ce sommet, osait même parler d'un Fonds monétaire européen. Cependant, la chancelière allemande, Angela Merkel, refroidissait l'enthousiasme concernant la possibilité réelle de disposer de cet instrument, lorsque l'on aura réellement surmonté la crise économique.

De ce fait, la situation actuelle est héritière de la crise financière qui éclata en 2008

de l'autre côté de l'Atlantique. Avec l'arrivée de ce que l'on a appelé la Grande Récession, la crise de la dette publique éclata dans plusieurs pays européens, incapables de gérer un déficit volumineux et de se refinancer dans les marchés. Tout au long de 2010, l'Irlande et la Grèce, et en 2011 le Portugal, au bord de la faillite, durent être sauvés par l'UE et le Fonds monétaire international avec un paquet de prêts pour une valeur totale de 273 milliards d'euros. Ce sauvetage était cependant accompagné d'un message sévère de rigueur vis-à-vis des pays considérés irresponsables. Non seulement ils devaient imposer à leurs citoyens de dures politiques d'austérité et contrôler le déficit (jusqu'aux 3 % qu'impose l'UE), mais ils devaient aussi faire face à des intérêts élevés et des délais exigus de retour des prêts. D'autres pays par-

Sauvetage de pays européens

Pays	Date	Montant (milliards d'euros)	Participation de l'UE et du FMI	Délais*	Intérêts*
Irlande	24 novembre 2010	85	66 %, 33 %	7 ans et 6 mois	UE : 5,8 %
Portugal	6 avril 2011	78	66 %, 33 %	13 ans	UE : 5,5 % FMI : 4,25 % - 5,25 %
Grèce	3 mai 2010	110	73 %, 27 %	3 ans	UE : 5,2 % FMI : 3,5 % - 4,5 %
	21 juillet 2010	109 / 50	100 % UE / 100 % fonds privés	Entre 15 y 30 ans	UE : 3,5 %

*Autre l'approbation du second paquet d'aide pour la Grèce, lors du sommet du 21 juillet 2011, l'UE a approuvé que ses conditions de délais et intérêts s'appliquent aux prêts octroyés auparavant.

Source : Commission européenne, *El País*, élaboration propre.

mi ceux appelés périphériques, comme l'Espagne et l'Italie, la quatrième et la troisième économie de l'eurozone, voyaient aussi pointer les oreilles du loup sous la forme d'attaques contre leur économie par des marchés qui observaient les mêmes symptômes de faiblesse – signalés avec obstination par les agences de qualification, en même temps très critiquées par l'UE – que dans les autres pays « sauvés ». L'Espagne s'est vue obligée à appliquer de rigoureuses réformes financières, fiscales et structurelles qui dans un pays avec un taux de chômage supérieur à 20 % (plus du double de la moyenne européenne) ont supposé une grève générale, des mobilisations syndicales et de citoyens « indignés » et, finalement, les élections législatives anticipées pour novembre 2011. L'Italie, de son côté, a dû aussi annoncer un plan de choc pour réduire son déficit.

La plupart des analystes ont applaudi les décisions prises lors du sommet européen de juillet car elles rapprochent la gouvernance économique européenne d'une réalité plus palpable et de plus elles esquissent une véritable union économique. La solution forgée alors a calmé les marchés momentanément et acheté du temps pour les vacances d'août. Mais il reste encore beaucoup plus à faire, telle l'entrée en fonctionnement de nouvelles autorités de supervisions et des directives orientées à la régulation financière qui doit éviter les abus et ordonner l'activité des banques, des agences et des fonds de spéculation. Il



De gauche à droite : George Papandreou, premier ministre grec, Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, et José Manuel Durao Barroso, président de la Commission européenne. Bruxelles, 21 juillet 2011. / COMMISSION EUROPÉENNE

manque sûrement aussi une plus grande concrétion sur la façon et le moment d'agir du fonds de sauvetage, et de lui obtenir une dotation plus ambitieuse (au départ, 750 milliards d'euros) et une direction plus agile (son activité est régulée par unanimité des partenaires européens).

Peut-être que cet automne nous pourrions vérifier si les leaders européens reviennent de la pause estivale avec le même entrain européen et sont capables de suivre avec conviction le chemin marqué par ces premiers pas dans la bonne direction. Au cas où quelqu'un pensait que la trêve allait durer, début août, les attaques des marchés contre l'Espagne et l'Italie, qui ont même ravivé les rumeurs sur un plan de sauvetage pour l'Es-

pagne, ont été la première sonnette d'alarme indiquant que le chemin sera long et tortueux.

De nouveaux signes semblaient le confirmer début septembre, après une deuxième moitié d'août relativement calme grâce à l'achat de bons de dette souveraine espagnols et italiens par la Banque centrale européenne. La principale évidence reposait sur la croissante préoccupation vis-à-vis de la récupération économique mondiale. Le FMI donnait ainsi l'alerte sur une possible chute, dans une nouvelle récession économique. Mais le manque de confiance international quant aux ajustements économiques en Italie, ou les nouvelles alarmes sur la Grèce au sujet du débordement sans contrôle du déficit, ne présa-

geaient rien de bon non plus. Le pays hellénique était justement à nouveau sujet de tension entre les pays européens, dont les parlements doivent ratifier le plan de sauvetage approuvé le 21 juillet. Dans ce cas, c'est la Finlande qui a rompu le consensus en demandant des garanties exceptionnelles (transfert d'actifs grecs vers un siège au Luxembourg pour apporter sa part du sauvetage).

Les mesures exceptionnelles pour inclure dans la Constitution un maximum pour le déficit afin de garantir l'équilibre fiscal, tel que l'a fait le Parlement espagnol le 2 septembre, n'ont pas non plus réussi à adoucir, du moins après son approbation immédiate, le harcèlement des marchés quant à la dette souveraine de l'Espagne. ■